CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°2 - 2014
Trimestriel / Quarterly



Réunion Commune de la CEB en Bosnie-Herzégovine





Joint Meeting of the CEB in Bosnia and Herzegovina





Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page
Édito du Gouverneur	**3**
Événement	**4**
La CEB tient sa Réunion Commune à Sarajevo	
La Bosnie-Herzégovine et la CEB	
Activité prêts/projets	**6**
Approbations au 30 juin 2014	
Rapport de suivi des projets 2013	
La CEB mobilisée face aux inondations dans les Balkans occidentaux	8
Seine-Saint-Denis : investir dans la jeunesse	10
Œuvrer pour le logement social en Belgique	12
Activités financières et de gestion des risques	**14**
Émissions de la CEB au 30 juin 2014	
Derniers développements en matière de gestion des risques opérationnels	
Visibilité / Partenariats	**16**
La CEB dans le concert des IFI	
Réunion de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe	
Interview	**18**
Entretien croisé entre Jelica Vesic, Chargée de Communication, et Konstantinos Doulamis, Chargé des relations extérieures	
Agenda	**20**
Principaux événements à venir	
Brèves	**20**
Publications	**20**

	Page
Editorial by the Governor	**3**
Event	**5**
The CEB holds its Joint Meeting in Sarajevo	
Bosnia and Herzegovina and the CEB	
Loans/projects activity	**7**
Approvals as at 30 June 2014	
Annual Monitoring Report on projects for 2013	
The CEB mobilises in response to the floods in the Western Balkans	9
Seine-Saint-Denis: investing in youth	11
Acting in favour of social housing in Belgium	13
Financial and risk management activities	**15**
Issuance of the CEB at 30 June 2014	
Latest developments in operational risk management	
Visibility/Partnerships	**17**
The CEB in concert with IFIs	
Meeting of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe	
Interview	**19**
Joint interview with Jelica Vesic, Communication Officer, and Konstantinos Doulamis, External Affairs Officer	
Calendar of events	**20**
Major upcoming events	
In brief	**20**
Publications	**20**

Crédits photos : Photothèque CEB, © Jennifer Boyer/ flickr.com, Ingimage

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Cher lecteur,

Dans ce numéro du CEB Info, le deuxième en 2014, vous aurez un aperçu de notre Réunion Commune annuelle, qui s'est tenue à Sarajevo les 13 et 14 juin. Cette réunion a été l'occasion d'un échange de vues constructif entre le Conseil de direction, le Conseil d'administration et le Management de la Banque dans l'un de ses pays membres.

Malgré la situation difficile à laquelle il était confronté suite aux inondations dévastatrices qui l'avaient frappé quelques jours plus tôt, notre pays hôte a fait un excellent travail d'accueil et d'assistance. La Serbie et la Croatie, pays voisins et membres de la CEB, ont aussi été touchés par de fortes pluies et des inondations sans précédent. Face à la situation de crise dans les Balkans occidentaux, la CEB a approuvé lors de sa Réunion Commune annuelle une série de mesures visant à aider les trois pays touchés par les inondations à surmonter cette catastrophe naturelle. Le Conseil d'administration a également approuvé un don de € 100 000 en faveur de International Trust Fund Enhancing Human Security (ITF) pour des opérations de cartographie et de relevé dans certaines régions de Bosnie-Herzégovine où les inondations et autres glissements de terrain ont déplacé des mines anti personnel.

En sa qualité de banque du développement social en Europe, la CEB attache une grande importance aux projets à haute valeur ajoutée sociale. Vous trouverez dans ce numéro une description de deux projets cofinancés par la Banque. Le premier projet concerne un investissement de € 200 millions en faveur des jeunes de Seine-Saint-Denis, l'une des zones industrielles de France les plus frappées par la pauvreté et le chômage. Le deuxième est un projet de € 200 millions dans le secteur du logement social en Belgique pour les personnes à bas revenus. Ces deux projets illustrent de façon exemplaire le mandat social de la CEB.

Au cours du 2ème trimestre 2014, la Banque a approuvé des projets pour un montant cumulé avoisinant € 360 millions, qui couvrent les infrastructures publiques à vocation sociale, la progression de l'intégration sociale, et la création et le maintien d'emplois. Ceci porte à € 1,3 milliard le montant total approuvé cette année, dont 73% en faveur des pays du groupe cible.

Nous continuons à remplir notre mandat social et à élargir nos partenariats, tout en augmentant la visibilité de nos activités. Vous pourrez lire des informations à ce sujet dans les pages consacrées à la CEB et la coopération internationale, ainsi qu'à notre présence à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg en juin. Enfin, vous aurez aussi l'occasion de connaître deux nouveaux agents qui ont rejoint la Banque récemment.

Dear reader,

In this issue of CEB Info, the second one for 2014, you will find a brief report on our annual Joint Meeting, which was held in Sarajevo on 13-14 June. The meeting provided an opportunity for a constructive exchange of views between the Bank's Governing Board, Administrative Council and management in one of the CEB's member countries.

Our host country Bosnia and Herzegovina did an excellent job assisting us with preparations for the meeting, despite dealing with a difficult situation caused by devastating floods a few days earlier. Neighbouring countries and CEB members Serbia and Croatia were also hit hard by unprecedented rainfall and floods. Responding promptly to the crisis situation in the Western Balkans, the CEB approved at its annual Joint Meeting a series of measures to help the three flood-affected countries cope with the impact of this natural disaster. It also approved a € 100 000 grant to the International Trust Fund Enhancing Human Security (ITF) for the resurveying and remapping of areas where landmines were displaced by foods or landslides.

As the social development Bank in Europe, the CEB attaches great importance to projects of high social added value. In this issue you will find reports on two projects co-financed by the CEB. The first is a € 200 million investment in favour of the youth of Seine-Saint-Denis, one of France's heavily industrialised areas struck by poverty and high unemployment. The second is a € 200 million social housing project in Belgium for persons on low incomes. These two projects present exemplary the CEB's social mandate.

In the second quarter of 2014, the Bank approved projects totalling close to € 360 million in the areas of public infrastructure with a social vocation, advancement of social integration, and job creation and preservation. This brings the total amount approved so far this year close to € 1.3 billion, 73% of which has been in favour of target group countries.

As we continue to carry out our social mandate, we maintain and expand our partnerships and we also work to increase visibility of our activities. You can read more about this in our special features on the CEB and international cooperation and on our attendance at the Parliamentary Assembly of the Council of Europe in Strasbourg in June. Finally, you will also meet in this issue two new staff members who recently joined the Bank.

La CEB tient sa Réunion Commune à Sarajevo

La Réunion Commune de la CEB, qui se déroule chaque année dans un État membre différent, rassemble le Conseil de direction, le Conseil d'administration et la direction. Ces réunions sont également l'occasion de visiter les pays membres de la CEB ainsi que les projets financés, et d'en acquérir une expérience directe.

Cette année, la 49e Réunion Commune s'est déroulée en Bosnie-Herzégovine, le 14 juin 2014, à Sarajevo. Ville multiculturelle et multiconfessionnelle représentant un cadre idéal pour cette réunion, à laquelle ont participé des représentants des 41 États membres de la Banque.

Cette rencontre a été précédée par la 288e réunion du Conseil d'administration et la 208e réunion du Conseil de direction, le 13 juin. Les fortes précipitations et inondations qui avaient frappé les Balkans occidentaux quelques jours auparavant ont fait partie des principaux sujets de discussion. Afin d'aider les pays affectés (Bosnie-Herzégovine, Croatie et Serbie) à mieux affronter les conséquences de cette catastrophe naturelle, la CEB a approuvé un ensemble de mesures d'aide.

Le 13 juin au soir, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine a invité les représentants de la CEB à une soirée au Parlement. Dans son discours d'ouverture, Rolf Wenzel, le Gouverneur de la CEB, a évoqué l'excellente coopération entre la Banque et son pays hôte, et a remercié le gouvernement pour son accueil chaleureux.



Le lendemain, dans l'après-midi, la CEB et les autorités bosniaques ont organisé une visite à Mostar pour les participants. Le groupe a pu admirer la vieille ville et son célèbre pont, un symbole de paix et d'harmonie classé au patrimoine mondial de l'Unesco, dont la reconstruction a été en partie financée par un don de la CEB.



Le Gouverneur et les Vice-Gouverneurs entourés des membres du **Conseil de direction** (*Governing board*)

La Bosnie-Herzégovine et la CEB

Membre de la CEB depuis décembre 2003, la Bosnie-Herzégovine collabore fructueusement avec la Banque depuis un peu plus de dix ans. Ce partenariat s'est concrétisé par plusieurs investissements dans des domaines vitaux pour la promotion du développement équitable et la cohésion sociale, tels que les infrastructures publiques, l'emploi et l'aide aux personnes vulnérables.

Les projets financés par la CEB dans ce pays visent à améliorer les conditions de vie de milliers de personnes. Entre 2009 et 2013, les secteurs ayant reçu la plus grande partie des financements ont été l'aide aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées (38%) ainsi que la création et le maintien d'emplois viables (38%), suivis par l'infrastructure des services publics administratifs et judiciaires (12%) et la modernisation urbaine et rurale (7%).

Le Programme régional de logement est particulièrement important en Bosnie-Herzégovine (de même qu'en Croatie, au Monténégro et en Serbie) et vise à fournir des solutions de logement à des milliers de personnes de la région réfugiées ou déplacées durant la guerre. Géré par la CEB, ce Programme est à présent en phase de mise en œuvre.

Durant la Réunion Commune de la CEB des 13-14 juin 2014, la Banque a approuvé un don de € 100 000 à l'*International Trust Fund Enhancing Human Security* (ITF). Ce don servira à financer des activités de cartographie et de relevé dans les régions où les inondations ont provoqué le déplacement de mines terrestres, mettant en danger des milliers de personnes.

The CEB holds its Joint Meeting in Sarajevo

The CEB's annual Joint Meeting, held in a different Member State each year, brings together the Governing Board, Administrative Council and management team. They also represent an excellent opportunity to visit, and gain a first-hand experience of, the Bank's member countries and the projects it helps finance.

This year's 49th Joint Meeting was hosted by Bosnia and Herzegovina on 14 June 2014. Sarajevo, itself a meeting point for cultures and religions, was an excellent setting for the Joint Meeting, which brought together representatives from the Bank's 41 Member States.

The Joint Meeting was preceded by the 288th meeting of the Administrative Council and the 208th meeting of the Governing Board, both held on 13 June. The heavy rainfall and floods that had hit the Western Balkans a few days earlier were among the focal points of discussion. To help flood-affected countries Bosnia and Herzegovina, Croatia and Serbia better cope with the impact of this natural disaster, the CEB approved a package of support measures.

On the evening of 13 June, the Government of Bosnia and Herzegovina hosted a reception for CEB representatives at the Parliament building. In his opening speech, CEB Governor Rolf Wenzel spoke of the excellent cooperation between the Bank and Bosnia and Herzegovina, and thanked the Government of the host country for their warm hospitality.

On 14 June, in the afternoon, participants had the opportunity to go on a trip to Mostar, organised by the Bank in cooperation with the Bosnian authorities. In addition to visiting the old town, the group had the chance to see the famous Mostar bridge, a symbol of peace and harmony and a UNESCO world heritage site, the rebuilding of which was partly funded by a CEB grant.





The Governor and Vice-Governors surrounded by members of the **Administrative Council**

Bosnia and Herzegovina and the CEB

A member of the CEB since December 2003, Bosnia and Herzegovina has had a productive cooperation with the Bank for just over a decade now. Their partnership counts a number of investments in areas which are vital for the promotion of equitable development and social cohesion, such as public infrastructure, job creation and aid to vulnerable groups.

Over the years, CEB-financed projects in the country have been aimed at improving the living conditions of thousands of persons. Between 2009 and 2013, the sectors receiving the highest share of financing were aid to refugees, migrants and displaced persons (38%) and creation and preservation of viable jobs (38%), followed by the infrastructure of administrative and judicial public services (12%) and urban and rural modernisation (7%).

Of particular importance is the Regional Housing Programme, a major initiative in Bosnia and Herzegovina (as well as in Croatia, Montenegro and Serbia) aiming to bring housing solutions to thousands of people in the region who became refugees or internally displaced persons during the war. The programme, which is managed by the CEB, has now moved into the implementation phase.

At the CEB Joint Meeting of 13-14 June 2014, the Bank approved a € 100 000 donation to the International Trust Fund Enhancing Human Security (ITF). The donation will be used for the resurveying and mapping of areas in Bosnia and Herzegovina where landmines were displaced during the floods, posing a life threat to thousands of persons.

Approbations au 30 juin 2014

Au cours du deuxième trimestre, le Conseil d'administration a approuvé 6 demandes de prêt pour un total de € 358,4 millions, ce qui porte le montant cumulé des approbations à près de € 1,3 milliard depuis le début de l'exercice.

€ 251,9 millions pour le soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale

€ 198 millions ont été attribués au secteur de "l'éducation et de la formation professionnelle" à travers deux prêts, l'un de € 180 millions au Département de la Seine-Saint-Denis, en France, pour son programme d'investissements dans l'éducation et la famille, l'autre de € 18 millions à la Lituanie* pour ses investissements publics dans l'éducation et le sport.

Le prêt à la Lituanie* comporte également un volet "santé" à hauteur de € 18 millions et un volet "infrastructures administratives et judiciaires" d'un montant de € 20 millions.

Par ailleurs, un prêt de € 15,9 millions a été accordé à l'Albanie pour l'achèvement des travaux entrepris dans le cadre d'un précédent projet financé par la CEB en faveur de l'Hôpital Universitaire de Tirana. En plus de ce prêt, un don de € 1,5 million a été approuvé pour financer la préparation du projet.

€ 69 millions pour le renforcement de l'intégration sociale

€ 64 millions concernent l'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural, à travers un prêt de € 44 millions à la Lituanie* et un prêt de € 20 millions à la France ; la Bosnie-Herzégovine s'est vue accorder un prêt de € 5 millions pour le financement de logements sociaux destinés aux jeunes bosniaques diplômés afin de les inciter à poursuivre leur carrière dans le pays.

€ 37,5 millions pour la création et le maintien d'emplois

Deux prêts, l'un de € 35 millions à la banque commerciale CIBANK de Bulgarie, l'autre de € 2,5 millions à MCC Mikrofin en Bosnie-Herzégovine, sont destinés au financement des investissements productifs de petites et très petites entreprises.

L'ensemble des projets approuvés par le Conseil d'administration contribue ainsi à financer les actions de lutte contre la précarité économique et sociale en Europe, au bénéfice d'une société plus inclusive.

** approuvé sous la forme d'une Facilité de Financement du secteur Public (PFF) d'un montant global de € 100 millions*

Rapport de suivi des projets 2013

Conformément à la Politique de prêt et de financement de projets de la CEB, un Rapport annuel de suivi est préparé et envoyé aux organes collégiaux afin de fournir une évaluation générale des projets les plus importants et de souligner les problèmes rencontrés durant leur mise en œuvre. Le Secrétariat de l'Accord Partiel, situé à Strasbourg, établit également un rapport annuel sur l'impact social des projets achevés l'année précédente.

La Partie I souligne l'engagement de la CEB durant l'instruction, la mise en œuvre et le suivi des opérations qu'elle finance. L'étendue de cette approche permet d'apprécier pleinement la complexité croissante des projets et des programmes financés par la Banque, en particulier dans le contexte opérationnel toujours aussi difficile auquel la majorité des États membres de la CEB sont confrontés.

La Partie II élaborée par le Secrétariat de l'Accord Partiel démontre la capacité de la CEB à remplir son mandat et à atteindre ses objectifs sociaux. Pour cela, il procède à l'analyse des résultats des projets et met en avant les indispensables interactions entre la CEB, les pays membres et le Conseil de l'Europe, en appui aux politiques visant une plus grande cohésion sociale et la poursuite du développement économique.

Malgré leurs différences en matière de secteurs, de performance, d'orientation et de contenu, les projets examinés dans le Rapport présentent des caractéristiques communes qui témoignent de la valeur ajoutée des opérations de la CEB. Les enseignements tirés des opérations en cours et achevées servent de base à l'élaboration de directives destinées à améliorer la qualité des projets que la Banque financera à l'avenir.

Loans-projects activity

Approvals as at 30 June 2014

During the second quarter 2014, the Administrative Council approved 6 loan requests for a total of € 358.4 million, bringing the total amount of approvals to nearly € 1.3 billion since the beginning of the year.

€ 251.9 million in favour of support for public infrastructure with a social vocation

€ 198 million were allocated to the "education and vocational training" sector by means of two loans, one worth € 180 million to the Department of Seine-Saint-Denis, in France, for its programme of investments in favour of education and families, the other € 18 million to Lithuania* for public investments in education and sports.

The loan to Lithuania* also carries a "health" component for a total of € 18 million and an "administrative and judicial infrastructure" component worth € 20 million.

In addition to this, a loan of € 15.9 million was granted to Albania for the completion of works undertaken within the framework of the University Hospital project in Tirana, previously financed by the CEB. Moreover, a € 1.5 million grant was approved to finance the preparation of the project.

€ 69 million in favour of strengthened social integration

€ 64 million concern the improvement of quality of life in urban and rural areas through a loan worth € 44 million to Lithuania* and a € 20 million loan to France; a loan worth € 5 million was also granted to Bosnia and Herzegovina to finance social housing for young Bosnian graduates in order to encourage them to pursue their careers in their country.

€ 37.5 million in favour of job creation and preservation

Two loans, one of € 35 million to the commercial bank CIBANK in Bulgaria, the other worth € 2.5 million to MCC Mikrofin in Bosnia and Herzegovina, both targeted to financing productive investments in small and medium-sized enterprises.

All the projects approved by the Administrative Council thus contribute to financing actions to fight against economic and social precarity in Europe, for the benefit of a more inclusive society.

** approved under a Public Sector Financing Facilities (PFF) format totalling € 100 million*

Annual Monitoring Report on projects for 2013

In line with the Policy for loan and project financing, an Annual Monitoring Report is prepared and sent to the Collegial Organs every year in order to provide a general assessment of the most significant projects and to highlight issues encountered during their implementation. The Strasbourg-based Secretariat of the Partial Agreement also establishes an annual report on the social impact of projects completed the previous year.

Part I of the Report highlights the CEB's involvement during appraisal, implementation and monitoring of on-going operations financed by the Bank. This wide-ranging approach allows for a fuller appreciation of the growing complexity of CEB-funded projects and programmes, especially in the persistently difficult operating context faced by the majority of CEB Member States.

Part II, drawn up by the Secretariat of the Partial Agreement, demonstrates the CEB's capacity to fulfil its mandate and achieve its social objectives by analysing project outcomes and highlighting the valuable interaction between the CEB, the Member States and the Council of Europe in support of policies for greater social cohesion and further economic development.

Although projects reviewed in the Report differ in terms of sectors, performance, orientation and details, their common characteristics bear witness to the value added of the CEB's operations. Lessons learned from both on-going and completed operations serve as the basis for the development of guidelines aimed at improving the quality of future projects financed by the Bank.

La CEB mobilisée face aux inondations dans les Balkans occidentaux

Mi-mai, des pluies torrentielles se sont abattues sur la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie provoquant de graves inondations, les plus fortes depuis plus de 120 ans. Les conséquences ont été dramatiques pour près de deux millions de personnes. Un grand nombre d'habitations ont été détruites, tout comme certaines infrastructures et les dégâts se chiffreraient à environ € 2 milliards en Bosnie-Herzégovine, € 1,3 milliard en Serbie et € 270 millions en Croatie.

Dès les premiers jours de cette catastrophe, le Gouverneur Wenzel a exprimé aux autorités de chaque pays la solidarité de la CEB avec les populations affectées par cette catastrophe. Dans le même temps, les services de la Banque ont pris contact avec les ministères de chaque pays touché afin d'évaluer les besoins et d'envisager les moyens de coopération. Il a été ainsi décidé de restructurer certains des prêts déjà accordés par la CEB et, sur la base d'un décaissement accéléré, d'apporter une réponse globale et articulée aux besoins de reconstruction. À titre individuel, les agents de la Banque ont également organisé une collecte de vêtements et de produits alimentaires, qui a été adressée à la Croix-Rouge.

Ainsi, en **Bosnie-Herzégovine**, un projet de € 9,2 millions approuvé en 2011 en vue d'améliorer les infrastructures de soins primaires intégrera une composante rachat d'équipements et de matériels médicaux détruits par les inondations, et un autre de € 60 millions en 2013 pour l'aide aux réfugiés, migrants et personnes déplacées élargira son périmètre d'intervention aux catégories les plus vulnérables de la population touchée par les inondations.

Outre les dommages causés aux habitations et aux infrastructures, les fortes crues ont pu déplacer et déterrer mines et autres engins explosifs datant du conflit de 1992-1995. Le Gouvernement a alerté la population mais une nouvelle cartographie des zones à risque doit être établie et il faut lancer d'urgence une campagne de sensibilisation au danger. En réponse, la CEB s'est engagée à verser un don de € 100 000 à *ITF Human Security*, organisation humanitaire slovène à but non lucratif, afin d'établir un nouveau relevé susceptible de sécuriser les zones à risques.

En **Serbie**, parmi les plus sinistrés figurent Belgrade et les municipalités d'Obrenovac, de Lazarevac et de Grocka. De nombreux glissements de terrain ont non seulement détruit des routes et sévèrement endommagé des maisons et des équipements mais aussi provoqué des coupures d'électricité et d'eau courante. Le soutien que la CEB se propose d'apporter cible la remise en état des maisons et des infrastructures endommagées, la reconstruction des routes ou encore l'assistance à certains groupes vulnérables victimes des inondations par le biais d'une réallocation de fonds concernant deux projets approuvés, l'un en 2005 pour un montant de € 500 000, le second en 2010 pour un montant de € 32 millions.

En **Croatie**, où le cumul des précipitations en trois jours a dépassé le niveau moyen des précipitations des trois mois précédents, les premières estimations ont fait état d'environ 4 400 logements inondés, dont 30% inhabitables qui devront être démolis. Les eaux ont par ailleurs recouvert une grande partie des terres agricoles, détruisant à peu près 50% des cultures. Face à cette situation, la CEB est en mesure de réaffecter (ou de restructurer) les financements de certains projets en cours. Ainsi, une partie du prêt de € 64,5 millions approuvé en 2011 pourra servir à la reconstruction d'infrastructures publiques locales, de logements ou permettre aux petites entreprises de bénéficier de nouveaux outils de production. Un autre prêt, € 90 millions approuvés en 2013, pourrait lui servir à la remise en état des infrastructures de distribution et de traitement de l'eau, et de protection contre les inondations.



Le 16 juillet, la CEB participera à une **conférence des donateurs** que la France, la Slovénie et l'Union européenne ont conjointement pris l'initiative d'organiser afin d'aider la Bosnie-Herzégovine et la Serbie à faire face aux conséquences de ces inondations sans précédent. Cette conférence, prévue au niveau ministériel, réunira de nombreux participants, dont les États membres de l'Union européenne, les pays des Balkans occidentaux, les principaux États bailleurs de fonds, plusieurs IFI ainsi que les Nations unies.

The CEB mobilises in response to the floods in the Western Balkans

In mid-May, torrential rains swept through Bosnia and Herzegovina, Croatia and Serbia causing the most serious flooding for over 120 years and bringing disastrous consequences for almost two million people. A large number of dwellings were destroyed as well as a certain amount of infrastructure, with damage estimated to be of the order of € 2 billion in Bosnia and Herzegovina, € 1.3 billion in Serbia and € 270 million in Croatia.

Within days of the disaster striking, Governor Wenzel expressed to the authorities in each country the CEB's solidarity with the populations affected by the disaster. At the same time, the Bank's services contacted the ministries in each country in order to evaluate the needs and envisage means of cooperation. It was therefore decided to restructure certain loans already approved by the CEB and, by means of accelerated disbursements, to provide an comprehensive response articulated to the needs for reconstruction. At individual level, the Bank's staff also organised a collection of clothing and food products, all of which were sent to the Red Cross.

In **Bosnia and Herzegovina**, a project worth € 9.2 million, approved in 2011 and aimed at improving primary healthcare infrastructure in the country, will now include a component involving the purchase of medical equipment and materials to replace those destroyed by the flooding. Another project, approved in 2013 for an amount of € 60 million for aid to refugees, migrants and displaced persons, will have its scope of action broadened to include the most vulnerable categories of the population affected by the floods.

Over and above the damage caused both to dwellings and to infrastructure, the heavy rains and floodwaters also moved and unearthed mines and other explosive devices dating from the 1992-1995 conflict. The Government has alerted the population, but the areas at risk must now be re-mapped and it is urgent that a campaign be launched to raise awareness of the danger. In response to this problem, the CEB has committed itself to making a donation of € 100 000 to ITF Human Security, a Slovenian non-profit humanitarian organisation, in order to draw up a new map that will enable securitization of the areas at risk.

In **Serbia**, Belgrade and the municipalities of Obrenovac, Lazarevac and Grocka are among the worst affected areas. Numerous landslides not only



destroyed roads and severely damaged dwellings and equipment, but also caused cuts in electricity and water supplies. The support that the CEB proposes to provide is aimed at rehabilitating damaged dwellings and infrastructure, rebuilding roads and providing assistance to certain vulnerable population groups victims of the flooding. This will be done by re-allocating funds from two projects already approved, one in 2005 totalling € 500 000 and the other in 2010 for an amount of € 32 million.

In **Croatia**, where more rain fell in three days than the average rainfall for the three previous months, the first estimates indicate that some 4 400 dwellings have been flooded, 30% of which are now unsuitable for habitation and will have to be demolished. The floodwaters also covered a major part of the country's agricultural land, destroying almost 50% of the crops. Faced with this situation, the CEB has been able to re-allocate (or re-structure) the financings of certain ongoing projects. As a result, part of a loan worth € 64.5 million approved in 2011 can now be used for the reconstruction of both local public infrastructure and dwellings or to enable small businesses to purchase new production tools. Another loan, worth € 90 million and approved in 2013, may now be used to rehabilitate infrastructure for water treatment and supply and for flood protection.

On 16 July, the CEB is to take part in a **donors' conference**, organised on the joint initiative of France, Slovenia and the European Union in order to help Bosnia and Herzegovina and Serbia to cope with the difficulties caused by these unprecedented floods. Planned at ministerial level, this conference will bring together numerous participants including European Union Member States, the countries of the Western Balkans, the principal donor countries, major international financial institutions and the United Nations.

Seine-Saint-Denis : investir dans la jeunesse

Haut lieu de l'industrie lourde française pendant de longues années, la Seine-Saint-Denis se démarque aujourd'hui par l'ampleur des problèmes économiques et sociaux auxquels elle est confrontée.

Avec ses 1,5 million d'habitants, ce département situé au nord de Paris est l'un des plus "jeunes" de France, 58% de sa population étant âgée de moins de 40 ans. Il s'agit par ailleurs d'un département qui accueille de nombreux immigrés, le deuxième en pourcentage derrière Paris.

Le taux de chômage y est bien plus élevé que la moyenne nationale et les travailleurs les plus jeunes sont fortement sous-qualifiés (30% d'entre eux ne possèdent aucune qualification). Ils ont par conséquent plus de mal à entrer sur le marché du travail et sont davantage affectés par le chômage et la précarité de l'emploi. Ce problème est commun aux régions défavorisées où un accès insuffisant à une éducation de qualité contribue à la marginalisation et à la paupérisation des habitants.

Gros plan sur l'éducation

La Seine-Saint-Denis s'attaque à ce défi de l'éducation avec un ambitieux programme pluriannuel d'investissement, de rénovation et de modernisation des collèges (élèves âgés de 11 à 15 ans). Avec l'aide financière de la CEB, le département va construire huit nouveaux collèges d'ici à 2015, afin de faire face à la croissance démographique et d'assurer l'instruction et la formation des jeunes. Sept autres établissements devraient être achevés d'ici à 2020.

Ces nouveaux collèges offriront aux élèves un accès à l'informatique, des équipements sportifs et des repas de meilleure qualité : au total, un environnement de travail optimisé, tant pour les élèves que pour les enseignants.

En outre, l'éducation préscolaire (enfants de moins de 3 ans) a également été considérée comme un outil puissant pour la réussite des élèves, en particulier ceux qui proviennent des milieux les plus défavorisés. Si la Seine-Saint-Denis enregistre l'un des taux de natalité les plus élevés de France (près de 30 000 naissances par an), elle manque toutefois cruellement de structures d'accueil pour la petite enfance.



Grâce au soutien financier de la CEB, le département va adopter un programme de rénovation et de modernisation de 55 crèches afin d'améliorer la qualité du service, en particulier dans les zones où les besoins sont les moins bien satisfaits.

Le projet prévoit également la réhabilitation des locaux vétustes ou inadaptés d'environ 120 centres de protection maternelle et infantile et agences de protection sociale. Les familles les plus vulnérables bénéficieront ainsi de services tels que des soins infantiles postnatals, des services de santé et de protection maternelle ou des consultations de planification familiale.

Le coût total estimé du projet s'élève à environ € 940 millions pour la période 2013-2020, dont € 546 millions (58%) seront dépensés entre 2013 et 2017. La CEB contribue au projet à l'aide d'un prêt de € 200 millions.

Il s'agit du premier prêt direct accordé par la CEB à une collectivité locale française, bien qu'elle ait déjà financé la construction et la réhabilitation d'écoles en Seine-Saint-Denis, par l'intermédiaire de la Société Générale. Avec ce projet, la CEB accompagne le département pour faire de sa jeunesse une force.

Seine-Saint-Denis: investing in youth

Seine-Saint-Denis was long one of France's prime heavy industry locations. Today this area north of Paris is notorious for its serious social and economic problems.

With its 1.5 million inhabitants, the department of Seine-Saint-Denis is one of "youngest" in France - 58% of the population is under 40 years of age. It is also the department with the second highest percentage of immigrant population after Paris.

The unemployment rates are considerably higher than the national average, while its young population remains heavily under-qualified – 30% of young people in Seine-Saint-Denis have no qualifications. As a consequence, they experience more difficulties in entering the labour market and are more affected by unemployment and precarious employment. This is a common problem in disadvantaged areas where the lack of access to good-quality education contributes to the process of marginalization and deprivation.

Focus on education

The department of Seine-Saint-Denis is tackling the challenge of education with an ambitious multi-annual programme of investments, renovation and modernisation of its lower secondary schools (for 11-15 year olds). With the help of CEB funds, the department is to build eight new lower secondary schools by 2015 to cope with demographic growth and to guarantee young people education and training. Another seven should be completed by 2020.

The new schools will give students access to computers, improved school meals and sports facilities. They will provide both students and teachers with a better environment for study.

Moreover, preschool education for children under the age of 3 has also been identified as a powerful tool for the success of students, particularly those from the most disadvantaged backgrounds. While Seine-Saint-Denis has one of the highest birth rates in France, with nearly 30 000 children born every year, it is sorely lacking in adequate early childcare facilities.

With financial support from the CEB, the department is to embark on a programme to renovate and modernise 55 nurseries to improve the quality of early childcare, particularly in areas where the need for such services is least well met.

The project will also rehabilitate the rundown or unsuitable premises of about 120 mother and infant protection centres and certain welfare agencies. The most vulnerable families will thus benefit from services such as post-natal infant health and welfare, maternal health and welfare or family planning consultations.

The estimated total cost of the project is approximately € 940 million for the period 2013-2020 period, of which € 546 million (58%) will be spent in 2013-2017. The CEB is supporting the project with a € 200 million loan.

This is the CEB's first direct loan to a French local government body, even though the Bank has already financed the construction and rehabilitation of schools in Seine-Saint-Denis through Société Générale. With this project the CEB is further supporting Seine-Saint-Denis in transforming its young population from a challenge into an asset.



Œuvrer pour le logement social en Belgique

Ces dernières années, la CEB a été très active dans le financement du logement social en Belgique. Derniers exemples en date, la Banque a approuvé des prêts à deux acteurs de premier plan : le Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie (FLW), en janvier 2014, et VMSW* en Flandre, en mai 2013, pour des montants respectifs de € 100 millions et € 200 millions.

Depuis, la CEB a pu mesurer, à l'occasion d'une mission technique approfondie ciblée sur le projet avec VMSW, l'impact social de sa coopération avec cet opérateur public reconnu.

Le financement de la CEB était destiné exclusivement à l'octroi de prêts hypothécaires à caractère social, i.e. pour des ménages à faible revenu - ceux définis dans la législation comme n'ayant pas les moyens d'accéder à un logement décent et ayant besoin d'une aide des pouvoirs publics - avec un accent mis sur les groupes les plus vulnérables. Ces prêts hypothécaires permettent l'acquisition, soit de logements neufs sous réserve qu'ils répondent à certains critères d'efficacité énergétique, soit de logements de plus de 30 ans qui font alors l'objet de travaux de rénovation. Il s'agit de mettre aux normes les systèmes de chauffage et d'isolation ou encore la production d'eau chaude.

L'intérêt de cette formule est double : des franges défavorisées de la population se voient ainsi offrir l'accès à la propriété à un prix abordable, tout en réduisant le montant des factures d'énergie et, partant de là, leurs charges. VMSW, qui est un instrument majeur au service de la politique de cohésion sociale des autorités flamandes, apporte un soutien effectif aux jeunes familles et aux personnes âgées, contribue à stabiliser et améliorer la qualité de vie des quartiers, notamment sensibles, et s'efforce d'intégrer les immigrés et de prévenir la relégation urbaine.



Un an après l'approbation du projet, la mission technique de la CEB qui s'est rendue en Belgique, a pu évaluer, non seulement l'état physique d'avancement du projet mais aussi vérifier le respect des volets sociaux, financiers et environnementaux.

En premier lieu, l'équipe s'est assurée de la conformité des critères d'attribution des logements sociaux avec la réglementation flamande, en particulier le Code du logement. Si les plafonds de revenu admissibles peuvent apparaître élevés au regard d'autres projets cofinancés par la CEB en Wallonie, ils demeurent en ligne rapportés au revenu imposable moyen dans la Région flamande. Par ailleurs, les rôles et responsabilités de chacun des intervenants sont bien définis et la gestion du programme satisfaisante.

Sur € 200 millions, une première tranche de prêt de € 50 millions a d'ores et déjà été allouée au bénéfice de 654 ménages. Dans la majorité des cas, le prêt consenti a servi à l'achat d'un logement ancien assorti d'une enveloppe dédiée à la rénovation. € 28 millions ont par ailleurs permis l'acquisition de maisons neuves dans des lotissements construits par des sociétés de logement social : autant de logements, de bonne qualité et localement bien situés, à un prix très abordable pour ce qui est de l'échantillon visité (voir photos). Leur construction respecte des normes de haute qualité en termes d'efficacité énergétique (isolation, chauffage) et d'aménagement de l'espace (intérieur et extérieur).

La pérennité du montage financier s'appuie, quant à elle, sur les subventions accordées par le gouvernement régional et le faible taux d'arriérés de remboursement (0,13% des sommes prêtées), juste indicateur du bon fonctionnement d'ensemble du système.

Accès au logement des plus modestes et diminution de la facture énergétique : le bilan est positif pour ce projet au service d'un développement socialement et écologiquement durable.

** Vlaamse Maatschappij Voor Sociaal Wonen, compagnie flamande pour le logement social*

Acting in favour of social housing in Belgium

In recent years, the CEB has been very active in financing social housing in Belgium. The latest examples to date are the approval by the Bank of loans to two major actors in the sector: a loan to the *Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie* (FLW - Walloon Housing Fund for Large Families) in January 2014, and a loan to VMSW* in Flanders, in May 2013, for € 100 million and € 200 million respectively.

Since then, during an in-depth technical mission targeted to the VMSW project, the CEB has been able to measure the social impact of its cooperation with this recognised public operator.

The CEB funds were intended exclusively for the granting of social mortgage loans, i.e. for low-income households – those defined by legislation as not having the means to access adequate housing and requiring public support – with particular emphasis on the most vulnerable population groups. These mortgage loans enable the purchase either of new dwellings, on condition they meet certain energy efficiency criteria, or of dwellings over 30 years old that then undergo renovation work. In this case the heating system, hot water production and insulation must all be brought up to standard.

The advantage of this formula is twofold: the less privileged sections of the population are enabled access to home-ownership at affordable prices, while at the same time seeing their the energy bills, and consequently their total housing costs, reduced. As a major instrument in promoting the social cohesion policies of the Flemish authorities, VMSW provides effective support to young families and elderly persons, contributes to stabilising and improving the quality of life in local neighbourhoods, especially the most sensitive, as well as striving to integrate immigrants and prevent urban relegation.

A year after approval of the project, the CEB sent a technical mission to Belgium that was able not only to report on the physical state of advancement of the project, but also to check that its social, financial and environmental aspects were in compliance with specifications.

First of all, the team ensured that the criteria for allocating the dwellings were in conformity with Flemish regulations, in particular the Housing Code. Although



the admissible income ceilings may seem high in relation to other projects co-financed by the CEB in the Walloon Region, they nevertheless remain in line with the average taxable income in the Flemish Region. In addition to this, the mission observed that the roles and responsibilities of each of the actors were well defined and that the programme's management was satisfactory.

Out of € 200 million, a tranche of € 50 million have already been allocated for the benefit of 654 households. In most cases, the loans granted were used to purchase old dwellings with a specific amount earmarked for their renovation. € 28 million have been allocated to purchasing new dwellings in sub-divisions built by social housing companies: all the houses in the sample visited (see photos) were of good quality, locally well situated and affordably priced. They were all built according to high quality standards in terms of energy efficiency (insulation, heating) and space planning (interior and exterior).

The sustainability of the financial arrangements is based on subsidies granted by the regional government and on the low rate of arrears in reimbursement (0.13% of the amounts lent), a fair indicator of the smooth running of the whole system.

Access to housing for the most modest income groups and reduced energy bills are two factors that contribute to the positive overall outcome of this project promoting socially and environmentally sustainable development.

* *Vlaamse Maatschappij Voor Sociaal Wonen, a Flemish social housing company*

Émissions de la CEB au 30 juin 2014

La CEB dispose d'une autorisation d'emprunt de EUR 4 milliards pour 2014. Afin de couvrir ses besoins de financement et de maintenir un niveau satisfaisant de liquidités, la Banque est un emprunteur actif sur les marchés internationaux de capitaux.

Fin mars, la CEB avait déjà lancé cinq opérations obligataires dans quatre devises, pour un montant cumulé équivalent à EUR 1,2 milliard. La conjoncture favorable et le coût de financement toujours intéressant sur le marché de l'euro ont préparé le terrain pour une deuxième émission benchmark en EUR, en six mois, laquelle a eu lieu le 15 avril.

La CEB a ainsi procédé à une émission benchmark de EUR 1 milliard à 10 ans assortie d'un coupon de 1,750%. Barclays, Deutsche Bank, Goldman Sachs et la Société Générale sont intervenus en tant que teneurs de livre associés.

Cette émission benchmark en EUR à dix ans (la première depuis trois ans sur cette maturité) a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs internationaux, ce qui a permis d'obtenir le plus faible coupon jamais enregistré pour une telle émission lancée par un établissement supranational. La durée de 10 ans et la rareté des valeurs de la CEB ont attiré de nombreux investisseurs européens et asiatiques, deux tiers des ordres ayant été émis par des trésoreries de banques et un tiers par des banques centrales/institutions publiques et des gérants de fonds.

Suite à cette transaction, la CEB a lancé quatre autres opérations (deux en dollar australien et deux autres en livre sterling) pour un montant total équivalent à EUR 470 millions.

La CEB a jusqu'à présent emprunté 65% de son autorisation d'emprunt pour 2014. Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux d'intérêt que le risque de change.

Derniers développements en matière de gestion des risques opérationnels

Du 21 au 23 mai 2014, la CEB a accueilli la 7ème édition du Forum des Institutions Financières Internationales (IFI) sur la gestion des risques opérationnels (ORM). Le Département Risques Opérationnels en a été l'organisateur. Cet événement annuel a été lancé à l'origine par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) en 2008. La CEB y participe depuis 2009. Ce forum rassemble les départements en charge de la gestion des risques opérationnels des différentes IFI afin de débattre de sujets et de problématiques qui leur sont communs. 28 personnes provenant de 15 institutions financières internationales (BEI, BERD, Banque mondiale, NIB, etc.) ont participé à cet événement en 2014.

Dans son allocution d'ouverture, le Gouverneur a rappelé l'importance de l'implication du Senior Management dans la supervision des risques opérationnels. Le Forum s'est ensuite déroulé autour des thèmes majeurs suivants : le Plan de Continuité des Activités (PCA), un sujet d'actualité pour la CEB car son propre PCA est actuellement en cours de révision ; la gestion des risques opérationnels dans le domaine du financement des projets et les défis pour les risques opérationnels que pose la sécurité, notamment s'agissant de la sécurité des données informatiques. Ce programme a été complété par des tables rondes traitant le degré de maturité des IFI dans la gestion des risques opérationnels, la sélection et la mise en place d'outils ORM dans une IFI et les indicateurs de performance pour ces activités.

Une journée du Forum a été consacrée à des ateliers de discussions sur les sujets suivants : les indicateurs clés de risque ; l'auto-évaluation des risques et des contrôles ; l'analyse des scenarios ; l'appétit pour le risque.

Ce Forum a permis à la CEB d'accroître sa visibilité et d'affirmer sa maturité dans le domaine de la gestion des risques opérationnels.

Financial activities

Issuance of the CEB at 30 June 2014

The CEB has a capped EUR 4 billion borrowing programme for 2014. In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, the Bank is a frequent borrower in the international capital markets.

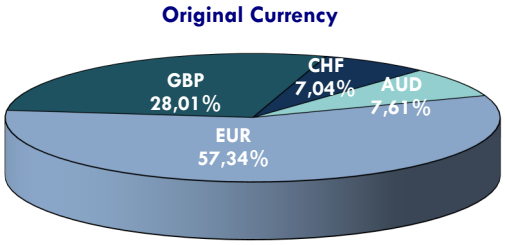
By the end of March, the CEB had already launched five bond transactions across four currencies worth a combined equivalent amount of EUR 1.2 billion. The positive market backdrop and the continued attractive cost of funding in the EUR market set the stage for the CEB's second EUR benchmark in six months, which took place on 15 April.

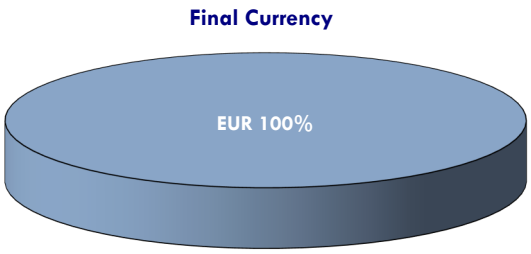
On that day, the CEB issued a EUR 1 billion benchmark transaction with a 10-year maturity and paying a coupon of 1.750%. Barclays, Deutsche Bank, Goldman Sachs and Société Générale acted as joint book runners.

The CEB's first 10-year EUR benchmark in over three years met with strong interest from the international investor community, which allowed achieving the lowest coupon on record for a 10-year EUR benchmark from a supranational. The 10-year tenor and CEB's rarity value appealed to a wide investor base in Europe and Asia, with two-third going to bank treasuries and one-third to central banks/official institutions and fund managers.

Following that transaction, the CEB has launched four more transactions (two taps in each AUD and GBP) worth a combined equivalent amount of EUR 470 million.

In total, the CEB has so far borrowed 65% of its 2014 EUR 4 billion borrowing authorization. All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.





Latest developments in operational risk management

On 21-23 May 2014, the CEB hosted the 7th International Financial Institution (IFI) Forum on operational risk management (ORM), organized by the Operational Risk Department. This annual event was initially launched by the European Investment Bank (EIB) and the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) in 2008. The CEB has been participating since 2009. This forum brings together the departments in charge of operational risk management from the different IFIs to discuss common subjects and issues. In 2014, 28 people from 15 International Financial Institutions such as EIB, EBRD, the World Bank, NIB, etc. participated in this event.

After the Governor's opening remarks recalling the importance of Senior Management involvement in the supervision of operational risks, the Forum dealt with the following major issues: Business Continuity Planning (BCP), a topical issue given the fact that the Bank is currently revising its own Business Continuity Plan; the management of operational risks related to project financing and the challenges in terms of security from an operational risk management point of view, in particular the information system data security. The programme was completed by a series of panel discussions dealing with issues such as the maturity levels of the various IFIs in operational risk management, the selection and implementation of ORM tools in an IFI and the key performance indicators for these activities.

A full day was dedicated to workshops for discussions on the following subjects: key risk indicators; risk and control self-assessment; scenario analysis; risk appetite.

The Forum was an opportunity for the CEB to raise its visibility and affirm its maturity in the field of operational risk management.

La CEB dans le concert des IFI

La coopération internationale étant essentielle au travail de la CEB, celle-ci attache de l'importance aux partenariats qu'elle noue avec d'autres institutions financières internationales (IFI), en particulier avec les banques multilatérales de développement. La CEB entretient des rapports étroits avec ses partenaires et ne cesse de renforcer ces liens en participant activement à divers événements et initiatives.

En début d'année, le Gouverneur Wenzel a représenté la CEB aux réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), qui se sont tenues à Washington du 9 au 13 avril. Il a également rencontré José Viñals, conseiller financier et directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, ainsi que Reza Moghadam, directeur du Département Europe du FMI. À cette occasion, ils ont abordé la question de l'évolution de la conjoncture économique en Europe et discuté des activités financières de la Banque.

Les 14 et 15 mai, le Gouverneur Wenzel a assisté à la réunion annuelle et au Forum des affaires de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), à Varsovie. Cette année, le Forum des affaires avait pour thème général la mutation des économies et des modes de vie (*Changing Economies, Changing Lives*). Le 14 mai, il a participé à une table ronde de haut niveau avec le président de la BERD, Suma Chakrabarti, et celui de la BEI, Werner Hoyer, sur le thème de la connexion entre les pays émergents d'Europe et d'Asie. Dans son discours, le Gouverneur a insisté sur l'importance de renforcer les infrastructures publiques dans les économies émergentes et a présenté certaines des actions entreprises par la CEB pour faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs au financement et à la formation.

Entretenir de solides partenariats avec d'autres IFI suppose non seulement de participer à des événements appropriés à l'étranger mais aussi d'organiser soi-même des rencontres internationales. Ces derniers mois, la CEB a accueilli trois événements majeurs à son siège parisien, auxquels des représentants de plusieurs IFI ont pris part : 1) la réunion du Groupe de travail sur l'environnement des institutions financières multilatérales, du 12 au 14 mai, qui a rassemblé plus de 40 participants provenant d'Europe, d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Australie ; 2) la 7e édition du Forum des IFI sur la gestion des risques opérationnels, organisée du 21 au 23 mai, qui a réuni à la CEB 28 délégués provenant non seulement d'institutions européennes telles que la BEI, la BERD et la BCE, mais également de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, du groupe Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement ; 3) la réunion semestrielle des responsables des passations de marchés au sein des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales, du 4 au 6 juin, durant laquelle les représentants de 10 institutions, dont la Banque islamique de développement, la Banque de développement des Caraïbes et la Banque du commerce et du développement de la mer Noire, se sont réunis pour un échange constructif de vues et de bonnes pratiques.

Le Gouverneur de la CEB à Strasbourg

le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, s'est adressé à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur invitation de sa Présidente, Anne Brasseur, lors du débat "Les défis qui se posent à la Banque de Développement du Conseil de l'Europe", qui s'est tenu le 26 juin à Strasbourg.

La séance a été ouverte par Tuur Elzinga, Rapporteur de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'APCE, qui a présenté son rapport sur la Banque pour la période 2010-2013.

En réponse, le Gouverneur Wenzel a indiqué que la CEB s'adaptait à un environnement en mutation et que des mesures concrètes avaient été prises pour faciliter le processus d'adaptation. Il a souligné que la Banque restait solide financièrement malgré le ralentissement économique persistant. Il a également pris acte des conclusions du rapport, en particulier de la nécessité d'améliorer la visibilité de la Banque et de renforcer ses activités afin de promouvoir la cohésion sociale en Europe.

Le même jour, le Gouverneur Wenzel a rencontré le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, qu'il a félicité pour son élection à un second mandat. Le Gouverneur et le Secrétaire Général sont convenus de poursuivre leur coopération étroite sur les questions liées aux deux institutions.

Stand d'information de la CEB

Avec l'appui du Secrétariat de l'Accord Partiel, trois membres du personnel de la CEB ont tenu un stand d'information devant l'hémicycle de l'APCE afin de mieux faire connaître la Banque à l'approche du débat sur le rapport de la CEB.

Entourés des bannières et du drapeau de la CEB, les agents de la Banque ont distribué de nombreuses publications de la Banque et se sont tenus à disposition pour répondre aux questions tout au long de la journée. Environ trente-cinq parlementaires (dont le Rapporteur Tuur Elzinga), ambassadeurs et membres du personnel du Conseil de l'Europe se sont arrêtés devant le stand pour se procurer les dernières publications et discuter avec le personnel de la CEB. Dans l'ensemble, cette initiative a été bien accueillie et la Banque a été invitée à organiser des événements de cette nature à l'avenir.

The CEB in concert with IFIs

Because international co-operation is central to the work of the CEB, the Bank attaches great importance to its partnerships with other international financial institutions (IFIs), especially multilateral development banks. The CEB maintains close ties with its partners and continually strengthens its relations with them through active participation in various initiatives and events.

Earlier this year, the CEB was represented by the Governor at the World Bank - International Monetary Fund (IMF) spring meetings, which took place in Washington D.C. from 9 to 13 April. Governor Wenzel had separate meetings with José Viñals, Financial Counsellor and Director of the Monetary and Capital Markets Department of the IMF, and Reza Moghadam, Director of the European Department at the IMF. Discussions focused on economic developments in Europe and the Bank's financial activities.

On 14-15 May, Governor Wenzel participated in the Annual Meeting and Business Forum of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), which was held in Warsaw. The overall theme of the Business Forum this year was "Changing Economies, Changing Lives". On 14 May, Governor Wenzel joined the President of the EBRD Suma Chakrabarti and the President of the EIB Werner Hoyer in a high-level panel discussion on "Connecting Emerging Europe and Emerging Asia". In his speech, Governor Wenzel stressed the importance of strengthening public infrastructure in emerging economies and outlined some of the efforts undertaken by the CEB to facilitate young entrepreneurs' access to financing and training.

Maintaining strong partnerships with other IFIs involves not only participating in relevant events abroad but also hosting international meetings. In recent months, the CEB has hosted three major events at its headquarters in Paris, with the participation of representatives from several IFIs. First, the Multilateral Financial Institutions Working Group on the Environment on 12-14 May, with a truly international group of over 40 participants from Europe, Africa, the Americas, Asia and Australia. Next, on 21-23 May, the 7th IFI Operational Risk Management Forum brought together at the CEB 28 delegates not only from European institutions such as the EIB, EBRD and ECB, but also from the African Development Bank, the Asian Development Bank, the World Bank Group, and the Inter-American Development Bank. On 4-6 June, the CEB hosted the biannual Meeting of Heads of Procurement of the Multilateral Development Banks and International Financial Institutions, during which the representatives of 10 institutions, including the Islamic Development Bank, the Caribbean Bank, and the Black Sea Trade and Development Bank, came together for a constructive exchange of views and best practices.



Governor Wenzel and Thorbjørn Jagland

The CEB Governor in Strasbourg

At the invitation of Anne Brasseur, President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE), CEB Governor Rolf Wenzel addressed the PACE during the debate "Challenges for the Council of Europe Development Bank", which was held in Strasbourg on 26 June.

The session was opened by Tuur Elzinga, Rapporteur of the Committee on Social Affairs, Health and sustainable Development of the Parliamentary Assembly, who presented his report on the Bank, covering the period from 2010 to 2013.

In his response, Governor Wenzel said that the CEB was adapting to a changing environment and that concrete steps had been taken to facilitate the adaptation process; he pointed out that the Bank remained financially sound despite the economic downturn. He acknowledged the findings of the report, in particular the need to improve visibility and strengthen the Bank's activities in order to foster social cohesion in Europe.

On the same day, Governor Wenzel met with the Secretary General of the Council of Europe, Thorbjørn Jagland, whom he congratulated on his election for a second term of office. The Governor and the Secretary General agreed to continue their close cooperation on issues relating to the two institutions.

CEB information stand

Three CEB staff members, supported by the Secretariat of the Partial Agreement, managed an information stand in front of the PACE hemicycle, with the aim of raising the Bank's visibility ahead of the debate on the CEB report.

Equipped with banners, the CEB flag and a rich collection of CEB publications, the staff distributed documents and were available the entire day to answer questions. Around thirty-five Parliamentarians (including the Rapporteur Tuur Elzinga), Ambassadors and COE staff stopped by the CEB stand to pick up some of the latest publications and talk to CEB staff. Overall, the information stand was given a positive reception, with requests for more similar initiatives in the future.

Entretien croisé entre Jelica Vesic, Chargée de Communication, et Konstantinos Doulamis, Chargé des relations extérieures

Jelica : Konstantinos, tu as récemment été nommé Chargé des relations extérieures au sein du Cabinet du Gouverneur. En quoi consiste cette fonction ?

Konstantinos : Le Chargé des relations extérieures exécute une grande variété de tâches dans plusieurs domaines. La nature très polyvalente de cette fonction rend le métier exigeant mais non moins passionnant. Il s'agit essentiellement d'un rôle de relations publiques et de sensibilisation, qui repose sur la capacité à communiquer (tant à l'oral qu'à l'écrit) des informations et des réflexions, en gardant toujours à l'esprit le profil et les attentes du public visé.

L'objectif principal est de transmettre l'information précisément et en temps voulu. Nous utilisons à cette fin divers canaux : communiqués de presse, relations médias, articles et autres publications, débats publics. Les activités de communication du Cabinet sont centrées sur le Gouverneur, qui incarne la CEB. Cela ajoute une complexité supplémentaire à une fonction déjà largement multidimensionnelle, et nécessite une excellente coordination avec tous les autres départements. D'une certaine façon, le Cabinet est le point de rendez-vous de toutes les unités de la CEB.

K : Jelica, quels sont tes objectifs en tant que nouvelle Chargée de Communication ?

J : Nos trois grands objectifs de communication sont les suivants : accroître la visibilité de la Banque, moderniser notre offre en ligne et sur papier (site Internet, publications), et rationaliser la collecte d'informations et les procédures de publication. Dans un premier temps, nous allons créer une identité visuelle claire pour la Banque et mettre en ligne la nouvelle version tant attendue de notre site Internet.

Notre identité visuelle doit conférer de la clarté et de la cohérence à nos messages. Nous travaillons actuellement sur des directives destinées à faire vivre le logo de la CEB tout en garantissant son intégrité, et ainsi permettre aux personnes avec lesquelles nous collaborons de nous reconnaître immédiatement. L'objectif est de fournir des conseils concrets au personnel de la CEB et aux graphistes sur la manière d'utiliser les éléments visuels de la CEB.

Concernant le site Internet, nous proposons d'en modifier le design, l'architecture et le contenu, afin de mieux servir les publics cibles et d'accroître la visibilité de nos travaux, de nos priorités et de nos résultats. Nous souhaitons également renvoyer une image moderne et offrir un contenu convivial adapté à nos publics cibles.

J : Quelles sont les qualités du Chargé des relations extérieures ?

K : Les compétences relationnelles et de communication sont évidemment très importantes dans ce type de travail. Il faut être capable de comprendre son interlocuteur afin de s'assurer que les interactions professionnelles sont efficaces et mutuellement constructives. Des connaissances en langues étrangères et une bonne compréhension des autres cultures sont également très utiles. En ce qui me concerne, je pense que mon bagage multiculturel et multilingue m'a beaucoup aidé, compte tenu de la portée européenne du travail de la CEB.

K : Quels sont les défis qui t'attendent en tant que nouvelle Chargée de Communication ?

J : Pour une organisation, le plus grand défi consiste à ne plus envisager la communication comme un élément secondaire ou une obligation à remplir. Créer une culture de communication centrée sur l'échange et la visibilité est un processus qui prend du temps. C'est pourquoi il est important que les nouvelles valeurs de la CEB encouragent le partage des connaissances et rappellent que chacun d'entre nous est aussi un "porte-parole" de l'institution.

J : Et de ton côté ? Qu'espères-tu réaliser et quels sont les défis à relever ?

K : Notre principal objectif est d'accroître la visibilité des activités de la Banque, en particulier celles qui concernent directement le Gouverneur, non seulement à l'extérieur de la CEB mais aussi en son sein, entre les différentes directions. Des mesures en ce sens ont déjà été prises par le passé, mais dans certains domaines il sera nécessaire de construire quelque chose de relativement nouveau en partant de zéro. Il s'agit d'une responsabilité majeure mais aussi d'un défi passionnant que je me réjouis de relever.

Interview



Joint interview with Jelica Vesic, Communication Officer, and Konstantinos Doulamis, External Affairs Officer

Jelica: Konstantinos, you were recently appointed External Affairs Officer in the Cabinet of the Governor. What does the job involve?

Konstantinos: Working in External Affairs in the Cabinet of the Governor involves a variety of different tasks across several areas. The very crosscutting nature of the job makes it demanding but also exciting. It is essentially an outreach and public relations role, at the heart of which is the ability to communicate information and thoughts, orally and in writing, always bearing in mind the profile and expectations of the intended audience.

The main purpose of our work is to disseminate information in a timely and accurate manner, and we do this through various channels: press releases, media relations, articles and other publications, public talks. The focus of the Cabinet's communications activities is the Governor, who is the face of the CEB. This adds a layer of complexity to a role that is quite multi-dimensional to begin with, and requires excellent coordination with all other departments. In a way, the Cabinet is where all CEB units meet.

K: Jelica, as the newly appointed Communication Officer, what are your objectives?

J: We have three main communications objectives: to increase the visibility of the Bank, to modernise our digital and offline products (website, publications) and to streamline information-gathering and publishing processes. To start with, we are focusing on establishing a clear visual identity for the organisation and kick-starting the long-awaited web redesign.

Our visual identity ensures we have clarity and consistency in our messaging. At the moment we are working on guidelines to protect and nurture the CEB's logo and help people we engage with to instantly recognise who we are. The objective is to give practical advice to CEB staff and graphic designers on using the CEB visual elements.

Concerning the website, we are proposing changes to the design, architecture and content in order to better serve our target audiences. This will enable us to achieve increased visibility for our work, priorities and impact and will give us a modern look and user-friendly content tailored to our target audiences.

J: What are the skills that one needs in order to succeed in the role of External Affairs Officer?

K: Naturally, interpersonal and communication skills are hugely important for this type of job. You need to be able to understand the person you are dealing with to make sure that your professional interaction with them is effective and mutually constructive. Language skills and a good understanding of other cultures help a lot, too, and I feel that my multicultural and multilingual background have served me well in this context, given the European scope of the CEB's work.

K: What are some of the challenges facing you in your new role as Communication Officer?

J: The biggest challenge in any organisation is to move away from understanding communication as an after-thought or something we do because we have to. Creating a communication culture in which sharing is the norm and visibility is desired is a process that takes time. That is why it is great that the new CEB values encourage knowledge-sharing and remind us that "each of us is a spokesperson".

J: And you? What are you hoping to achieve and what are the challenges facing you?

K: Our main goal is to increase visibility of the Bank's activities, particularly those that directly concern the Governor, not only outside the CEB but also within the Bank, across all directorates. While work in that direction had already been done before, there are areas where it will be necessary to build something relatively new from scratch. This is a major responsibility but also an exciting challenge, which I look forward to with enthusiasm.

Agenda

Publications

CEB INFO

Des nouvelles du RHP / RHP news

La 4ème réunion du Comité de Pilotage du programme régional de logement (RHP), ainsi que la 7ème réunion de l'Assemblée des Donateurs du Fonds du RHP se sont tenues à Zagreb le 23 juin. Les Donateurs ont félicité les Pays Partenaires sur les progrès accomplis à ce jour. Au cours des derniers mois, le RHP est passé de la phase préparatoire à celle de mise en œuvre. 12 projets de logements ont été approuvés en 2013, grâce à un total de € 61 millions de dons. Les premières réalisations verront le jour en 2014.

The fourth meeting of the Steering Committee of the Regional Housing Programme (RHP), as well as the seventh meeting of the RHP Fund Assembly of Donors, took place on 23 June in Zagreb. The Donors praised the Partner Countries for the progress achieved to date. During the past months, the RHP has moved from preparation to implementation. Altogether 12 housing projects were approved in 2013, for a total of € 61 million in grants. 2014 will witness the first projects coming out of the ground.

Agenda

19 septembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

10-12 octobre : Réunion annuelle de la Banque mondiale et du FMI (Washington, D.C.)

6-7 novembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

28 novembre : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

19 September: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

10-12 October: Annual meeting of the World Bank and the IMF (Washington, D.C.)

6-7 November: Meeting of the Administrative Council of the CEB (Paris)

28 November: Meeting of the Governing Board of the CEB (Paris)

Brèves / In brief

Une journée d'entreprise pour la CEB

Le jeudi 19 juin, à l'invitation du Gouverneur, les agents de la Banque ont eu le privilège d'arpenter les rues de Barbizon, haut-lieu de la période pré-impressionniste, avant d'exercer leurs talents artistiques sur une toile géante où, par association des différentes contributions à la façon des pièces d'un puzzle, sont apparues au grand jour et à la surprise de chacun… les cinq valeurs internes propres à notre Institution.

A corporate day for CEB

On Thursday 19 June, at the Governor's invitation, the Bank's staff members had the pleasure of strolling the streets of Barbizon, a mecca of the pre-impressionist period. Then, combining their efforts like pieces of a jigsaw puzzle, they exercised their artistic talents to create a giant canvass on which, to everyone's amazement, there appeared… the five internal values of our Institution.



A propos de la CEB …

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.

Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB …

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 Member States. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.

As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org